

Les pourparlers de Vienne sur des réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe continuent, et les Etats-Unis et l'URSS ont commencé, il y a une semaine, des négociations afin de limiter les missiles nucléaires en Europe. Le premier Comité de l'Assemblée générale vient également de commencer ses délibérations annuelles sur le désarmement.

Comme on l'a profondément appris depuis 1945, le désarmement et le contrôle des armements est un long processus. La situation internationale cette année a ralenti le progrès auquel on aurait pu s'attendre il y a un an. Les priorités canadiennes cependant n'ont pas changé. C'est-à-dire:

- (1) encourager la continuation des pourparlers SALT;
- (2) promouvoir la réalisation d'un traité multilatéral d'interdiction complète des essais nucléaires;
- (3) aider à l'élaboration de la convention sur les armes chimiques;
- (4) promouvoir le développement d'un régime efficace de non-prolifération;
- (5) participer activement aux négociations en vue de limiter et de réduire les forces conventionnelles; et
- (6) continuer l'effort, échelon par échelon, pour en arriver à un désarmement général et complet, en accord avec les besoins légitimes de sécurité nationale des pays.

Le Document final de la Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement, soulignait le besoin d'augmenter les programmes d'information, de recherches, et d'éducation. Le Ministère des Affaires extérieures a déjà commencé, de plusieurs façons. Le Ministère réunit semi-annuellement un groupe consultatif où sont représentées diverses organisations non-gouvernementales intéressées tout particulièrement au désarmement et au contrôle des armements. Il encourage également encore plus de programmes de recherches et d'information, grâce à une aide financière provenant de son fonds spécial de désarmement; et il publie régulièrement un bulletin sur les activités nationales et internationales de désarmement qui est distribué aux personnes et associations intéressées. En outre, j'ai suggéré la création d'une association autonome pour le désarmement et le contrôle des armements qui aiderait à élargir ce champ d'activité et à provoquer plus de discussions au Canada à cet égard.